



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2016	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	7
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	11
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	14
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	17

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA », « TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou la « société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques ainsi qu'en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du premier trimestre 2017 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2017 et 2016 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2016, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2017.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale et les divisions TVA Productions inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines de langues française et anglaise dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode, les sports et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines ainsi que les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. (« MELS ») et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, de doublage ainsi que les services de postproduction et d'effets visuels.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2016

- Le 10 avril 2017, la Société a annoncé la nomination de Mme Lyne Robitaille à titre de vice-présidente responsable du secteur magazines en plus de ses fonctions actuelles de vice-présidente principale, Journaux et livres au sein de Québecor Groupe Média.
- Le 5 avril 2017, la Société, via MELS et ses services rendus aux producteurs et artisans, a obtenu quatre nominations au Gala Québec Cinéma 2017 (Prix Iris) dans les catégories « Meilleur son » et « Meilleur effets visuels ».
- Le 12 mars 2017, l'équipe de MELS a remporté trois prix Écrans canadiens pour sa contribution dans le film *10 secondes de Liberté (RACE)* dans les catégories « Meilleurs effets visuels », « Meilleur montage sonore » et « Meilleur son d'ensemble ».

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e) (« Résultats d'exploitation ajustés »)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part du bénéfice dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il (elle) constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1

Conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) présenté(e) dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2017	2016
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) :		
Télédiffusion et production	657 \$	(3 884) \$
Magazines	384	2 059
Services cinématographiques et audiovisuels	(1 635)	2 122
	(594)	297
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	8 823	8 434
Charges financières	635	970
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	832	452
Recouvrement d'impôts	(2 602)	(2 099)
Part du bénéfice dans les entreprises associées	(202)	(106)
Participation ne donnant pas le contrôle	(48)	35
Perte nette attribuable aux actionnaires	(8 032) \$	(7 389) \$

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Comparaison des premiers trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 141 124 000 \$, en baisse de 4 399 000 \$ (-3,0 %).

- Hausse de 4 808 000 \$ (4,5 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à la croissance de 20,1 % des revenus d'abonnement de « TVA Sports » et à l'augmentation de 5,3 % des revenus publicitaires.
- Baisse de 6 038 000 \$ (-22,0 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable aux baisses de 29,8 % et de 13,1 % respectivement pour les revenus publicitaires et les revenus en kiosque des magazines comparables ainsi qu'à la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016.
- Baisse de 3 948 000 \$ (-25,5 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à la diminution des revenus de location de studios et d'équipements, compensée en partie par l'augmentation des revenus de services d'effets visuels et de postproduction.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2017	2016
Télédiffusion et production	110 771	\$ 105 963
Magazines	21 449	27 487
Services cinématographiques et audiovisuels	11 564	15 512
Éléments intersectoriels	(2 660)	(3 439)
	141 124	\$ 145 523

Perte d'exploitation ajustée de 594 000 \$, soit un écart défavorable de 891 000 \$.

- Écart favorable de 4 541 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à la diminution de 32,8 % de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », à l'augmentation de 41,4 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres chaînes spécialisées et à l'augmentation de 29,6 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA.
- Écart défavorable de 1 675 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à la baisse des produits d'exploitation laquelle a été plus importante que les économies générées par le plan de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours du quatrième trimestre 2016.
- Écart défavorable de 3 757 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à la diminution des résultats d'exploitation ajustés générés par la location de studios et d'équipements dû à un volume d'activités moins élevé qu'au trimestre correspondant de 2016, lequel avait été exceptionnellement élevé.

Tableau 3
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2017	2016
Télédiffusion et production	657	\$ (3 884)
Magazines	384	2 059
Services cinématographiques et audiovisuels	(1 635)	2 122
	(594)	\$ 297

Perte nette attribuable aux actionnaires de 8 032 000 \$ (-0,19 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 7 389 000 \$ (-0,17 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2016.

- Cet écart défavorable de 643 000 \$ (-0,02 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la baisse des résultats d'exploitation ajustés de 891 000 \$;
 - l'écart défavorable de 389 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement; et

- l'écart défavorable de 380 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres;

partiellement compensés par :

- l'écart favorable de 503 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts; et
 - l'écart favorable de 335 000 \$ au niveau des charges financières.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés le 31 mars 2017 et 2016.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 8 823 000 \$, soit une légère hausse de 389 000 \$, essentiellement attribuable aux investissements effectués dans les installations et équipements de production en haute définition de certaines stations régionales ainsi que dans les nouveaux locaux adjacents au Centre Vidéotron pour la station de Québec du Réseau TVA.

Charges financières de 635 000 \$, soit une baisse de 335 000 \$ qui s'explique essentiellement par :

- la comptabilisation d'un gain de change au cours du premier trimestre 2017 alors qu'une perte de change avait été constatée à la période correspondante de 2016; et
- une charge d'intérêts sur le passif net au titre des prestations définies moins élevée pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017 comparativement à la même période en 2016.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 832 000 \$ pour le premier trimestre 2017 comparativement à une charge de 452 000 \$ pour la période correspondante de 2016.

- Au cours du premier trimestre 2017, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 752 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 472 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 146 000 \$ dans le secteur magazines et 134 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels.
- Au cours du premier trimestre 2016, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 392 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 314 000 \$ dans le secteur magazines et 78 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que des honoraires professionnels de 60 000 \$ relativement aux acquisitions de MELS et des magazines de Transcontinental.

Recouvrement d'impôts de 2 602 000 \$ (taux effectif de 23,9 %) au premier trimestre 2017 comparativement à un recouvrement de 2 099 000 \$ (taux effectif de 22,0 %) pour la même période de 2016.

- Au premier trimestre 2017, la légère baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,8 % s'explique, entre autres, par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au premier trimestre 2016, la légère baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique, entre autres, par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 202 000 \$ au premier trimestre 2017 comparativement à 106 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2016, soit un écart favorable de 96 000 \$. L'écart favorable s'explique principalement par de meilleurs résultats financiers d'une société qui œuvre dans le domaine de la télévision au premier trimestre 2017 par rapport à la période correspondante de 2016.

Participation ne donnant pas le contrôle de -48 000 \$ au premier trimestre 2017 contre une participation de 35 000 \$ pour la période correspondante de 2016, soit un écart de 83 000 \$.

La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de l'actionnaire minoritaire dans la perte nette d'une société détenue à 51 % par TVA Publications inc. pour le premier trimestre 2017 alors qu'elle représentait la quote-part de l'actionnaire minoritaire dans le bénéfice net de cette même société pour la période correspondante de 2016.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion et production

Comparaison des premiers trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 110 771 000 \$, soit une augmentation de 4 808 000 \$ (4,5 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 20,1 % des revenus d'abonnement reliés à « TVA Sports »;
- la hausse de 12,3 % des revenus publicitaires des services spécialisés, notamment de « TVA Sports »; et
- la hausse de 3,3 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;

compensées en partie par :

- la baisse de 26,2 % des revenus provenant des activités de production commerciale; et
- la baisse de 11,7 % des revenus de production et de vidéo sur demande.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Premier trimestre 2017 vs Premier trimestre 2016			
	2017	2016	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	24,1	25,3	-1,2
SRC	14,2	14,0	0,2
V	6,9	7,5	-0,6
	45,2	46,8	-1,6
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	11,9	10,4	1,5
Bell Média	15,2	15,9	-0,7
Corus	6,9	7,3	-0,4
SRC	4,7	4,7	-
Autres	5,1	4,3	0,8
	43,8	42,6	1,2
Total chaînes anglophones et autres :	11,0	10,6	0,4
Groupe TVA	36,0	35,7	0,3

Source : Numeris - Québec franco, 1^{er} janvier au 31 mars 2017, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2017, les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 36,0 parts comparativement à 35,7 parts pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 0,3 part.

Les parts de marché combinées des chaînes spécialisées de Groupe TVA sont passées de 10,4 à 11,9 parts, soit une augmentation de 1,5 part. Les parts de marché de la chaîne de nouvelles et d'affaires publiques « LCN » ont augmenté de 1,0 part pour s'établir à 4,2 parts. Les chaînes « TVA Sports », « addik^{TV} » et « Yooopa » ont connu des croissances de 0,2 part chacune.

La baisse des parts de marché du Réseau TVA est attribuable en grande partie à notre stratégie de programmation, laquelle prévoyait une diffusion plus tardive dans l'année d'émissions générant de forts auditoires, notamment *La Voix*. Cette stratégie a permis d'offrir plus d'inventaire publicitaire à nos annonceurs dans une période correspondant davantage à leurs besoins et a contribué à la croissance des revenus publicitaires du présent trimestre.

Malgré tout, le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec ses 24,1 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a également diffusé 4 des 5 émissions les plus regardées au Québec durant le premier trimestre 2017, dont *La Voix* qui s'est particulièrement démarquée en se retrouvant en première position avec un auditoire moyen de plus de 2,3 millions de téléspectateurs ainsi que *Les Beaux malaises – La grande finale* se retrouvant en deuxième position avec un auditoire moyen de plus de 2,0 millions de téléspectateurs.

Charges d'exploitation de 110 114 000 \$, soit une légère augmentation de 267 000 \$ (0,2 %). Cette hausse est expliquée principalement par :

- la hausse de 3,6 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant essentiellement du calendrier de diffusion des matchs de la Ligue Nationale de Hockey (« LNH »); et
- les charges d'exploitation de la nouvelle plateforme TVA.ca mise en ligne au quatrième trimestre de 2016;

compensées en partie par :

- la baisse de 1,7 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant principalement d'un niveau d'activités moins élevé en production commerciale.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 657 000 \$, soit une variation favorable de 4 541 000 \$, expliquée principalement par:

- la baisse de 32,8 % de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par la hausse plus importante de ses revenus d'exploitation que l'augmentation de ses charges d'exploitation tel que mentionné ci-dessus;
- la hausse de 41,4 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres chaînes spécialisées, attribuable à la combinaison de la hausse des revenus publicitaires et de la baisse des charges d'exploitation; et
- la hausse de 29,6 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA, attribuable essentiellement à l'augmentation des revenus publicitaires.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 103,7 % pour le premier trimestre 2016 à 99,4 % pour la même période de 2017. Cette diminution provient essentiellement de l'augmentation des produits d'exploitation des chaînes spécialisées.

Comparaison des premiers trimestres 2017 et 2016

- **Produits d'exploitation** de 21 449 000 \$, soit une baisse de 6 038 000 \$ (-22,0 %), expliquée principalement par :
 - la baisse de 29,8 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables, essentiellement pour la catégorie « Féminin »;
 - la baisse de 13,1 % des revenus en kiosque pour les magazines comparables, principalement pour la catégorie « Artistiques »; et
 - la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016.

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 13,6 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2017 (11,7 % pour la période correspondante de 2016).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

Avec près de 3,4 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines francophones numéro 1 au Québec et un joueur de premier plan dans le marché des magazines au Canada avec 10,2 millions de lecteurs multiplateformes. Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, s'avère le plus populaire avec 667 000 lecteurs multiplateformes chaque semaine.

Référence canadienne en art de vivre, « Canadian Living » demeure le magazine le plus populaire chez les femmes au Canada et détient 4,1 millions de lecteurs multiplateformes tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine francophone en version papier le plus populaire auprès du lectorat féminin et rejoint 1,5 million de lecteurs toutes plateformes confondues.

« ELLE Canada » occupe le premier rang au pays des magazines consacrés à la mode et à la beauté avec plus de 1,7 million de lecteurs sur toutes les plateformes alors qu'au Québec, « Clin d'œil » est le magazine de mode beauté numéro 1 avec 680 000 lecteurs toutes plateformes confondues.

Finalement, « The Hockey News » maintient sa grande popularité auprès des amateurs de sports et s'avère la référence de choix pour plus de 1,4 million de lecteurs chaque semaine.

Source: Vividata, Q4 2016, Total Canada, 12+

Charges d'exploitation de 21 065 000 \$, soit une baisse de 4 363 000 \$ (-17,2 %), principalement attribuable à des économies de coûts opérationnels découlant de la mise en place d'un plan de rationalisation des effectifs et des dépenses au cours du quatrième trimestre 2016 ainsi qu'à la baisse des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 384 000 \$, soit une variation défavorable de 1 675 000 \$, expliquée principalement par la baisse des produits d'exploitation plus importante que les économies générées par le plan de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours du quatrième trimestre 2016.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté passant de 92,5 % pour le

premier trimestre de 2016 à 98,2 % pour la même période de 2017. Cette hausse provient principalement de la baisse des produits d'exploitation plus importante que la diminution des charges d'exploitation.

Services cinématographiques et audiovisuels

Comparaison des premiers trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 11 564 000 \$, soit une diminution de 3 948 000 \$ (-25,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse substantielle (-70,9 %) des revenus de location de studios et d'équipements attribuable au fait qu'au premier trimestre 2016, la Société avait réalisé un premier trimestre supérieur aux résultats habituels pour cette période de l'année, découlant du tournage de la série américaine *Quantico* ainsi que de certaines scènes supplémentaires de la production hollywoodienne *X-Men Apocalypse* de la compagnie 20th Century Fox;

compensée en partie par :

- la croissance de 130,4 % des revenus provenant des activités d'effets visuels;
- la croissance de 22,2 % des revenus de postproduction; et
- la croissance de 12,7 % des revenus associés aux activités de doublage et de gestion d'actifs et distribution.

Charges d'exploitation de 13 199 000 \$, soit une légère baisse de 191 000 \$ (-1,4 %). Cette baisse est expliquée principalement par :

- la baisse de 17,7 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements due à un volume d'activités moins élevé;

compensée en partie par :

- la hausse de 10,5 % des charges d'exploitation reliées aux autres activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels attribuable au volume d'activités plus élevé.

Perte d'exploitation ajustée de 1 635 000 \$, soit une variation défavorable de 3 757 000 \$, expliquée principalement par:

- la réalisation d'une perte d'exploitation ajustée pour la location de studios et d'équipements au cours du premier trimestre 2017 alors qu'au cours de la période correspondante de 2016, la Société avait réalisé un bénéfice d'exploitation ajusté, soit une performance supérieure aux résultats habituels pour cette période de l'année tel qu'expliqué ci-dessus;

compensée en partie par :

- la hausse des résultats d'exploitation ajustés découlant des volumes d'activités accrus au niveau des effets visuels, de la postproduction, du doublage et de la gestion d'actifs et distribution.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) de 114,1 % pour le premier trimestre 2017 contre 86,3 % pour le premier trimestre 2016. Cette augmentation provient essentiellement de la structure des charges d'exploitation des activités de location, laquelle demeure majoritairement fixe peu importe le niveau d'activités d'un trimestre.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(21 414) \$	(4 776) \$
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(6 088)	(13 390)
Autres	(5)	21
Augmentation de la dette nette	(27 507) \$	(18 145) \$

	31 mars 2017	31 décembre 2016
Situation à la fin :		
Dette à long terme	66 970 \$	62 561 \$
Instrument financier dérivé	237	322
Dette échéant à court terme	7 500	6 562
Découvert bancaire	7 214	-
Moins : espèces	(2 188)	(17 219)
Dette nette	79 733 \$	52 226 \$

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en baisse de 16 638 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 principalement dû à :

- la variation nette défavorable des actifs et passifs d'exploitation suivants :
 - des créiteurs et charges à payer pour 14 159 000 \$;
 - des droits de diffusion à payer pour 6 408 000 \$; et
 - des charges payées d'avance pour 3 438 000 \$;

compensée en partie par :

- la variation nette favorable au niveau des revenus reportés pour 6 275 000 \$.

Fonds de roulement de 14 624 000 \$ au 31 mars 2017 comparativement à un fonds de roulement de 12 899 000 \$ au 31 décembre 2016, soit un écart favorable de 1 725 000 \$.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 6 088 000 \$ pour le premier trimestre de 2017, comparativement à 13 390 000 \$ pour la même période de 2016, soit une baisse de 7 302 000 \$ (-54,5 %). Cette diminution est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer laquelle se chiffrait à 6 917 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2016 comparativement à 2 727 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, la Société a remis à neuf le système de ventilation d'un des complexes de studios de tournage en plus d'avoir procédé à l'aménagement de nouveaux locaux pour répondre à la croissance envisagée des activités de postproduction et d'effets visuels.

Activités de financement

Dettes à long terme (excluant les frais de financement reportés) en hausse à 74 905 000 \$ au 31 mars 2017, comparativement à 69 607 000 \$ au 31 décembre 2016. La différence découle principalement de la variation saisonnière reliée aux paiements de certains droits de diffusion.

Situation financière au 31 mars 2017

Liquidités disponibles nettes de 138 274 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 143 300 000 \$ ainsi que des espèces de 2 188 000 \$, moins un découvert bancaire de 7 214 000 \$.

Au 31 mars 2017, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6

Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA

Périodes de 12 mois terminées les 31 mars

(en milliers de dollars)

2018	7 500	\$
2019	17 013	
2020	50 392	
Total	74 905	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 2,2 années au 31 mars 2017 (2,4 années au 31 décembre 2016). La dette était constituée en totalité de dettes à taux variable au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 31 625 000 \$ de son prêt à terme garanti qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 31 mars 2017, une somme de 6 700 000 \$ avait été prélevée sur le crédit rotatif alors qu'au 31 décembre 2016, aucun montant n'avait été prélevé sur ce dernier.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiements de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2017, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2017

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 31 mars 2017 et 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

	31 mars 2017	31 déc. 2016	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>				
Espèces	2 188 \$	17 219 \$	(15 031) \$	Impact d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin de l'exercice 2016 et variation saisonnière relativement aux droits de diffusion à payer.
Émissions, droits de diffusion et stocks	85 920	77 628	8 292	Impact de la différence entre le paiement des avances et l'imputation aux résultats des droits de la LNH.
<u>Passifs</u>				
Découvert bancaire	7 214	-	7 214	Impact d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin de l'exercice 2016 et variation saisonnière relativement aux droits de diffusion à payer.
Créditeurs et charges à payer	91 397	105 523	(14 126)	En lien direct avec la variation des espèces et du découvert bancaire. La baisse est également attribuable à la mise en place de plans de rationalisation des dépenses.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2017, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	7 500 \$	67 405 \$	- \$	- \$	74 905 \$
Paiement d'intérêts ¹	2 477	2 871	-	-	5 348
Droits de diffusion	205 471	164 476	144 607	278 771	793 325
Autres engagements	16 549	18 568	5 095	2 997	43 209
Total	231 997 \$	253 320 \$	149 702 \$	281 768 \$	916 787 \$

¹ Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 31 mars 2017 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du premier trimestre 2017, la Société a vendu des espaces publicitaires et des droits de diffusion, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 23 356 000 \$ (25 996 000 \$ au premier trimestre 2016).

Pour le premier trimestre de 2017, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 11 992 000 \$ (11 638 000 \$ pour le premier trimestre 2016).

De plus, au cours du premier trimestre 2017, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 835 000 \$ (985 000 \$ au premier trimestre 2016). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 855 000 \$ pour le premier trimestre de 2017 (955 000 \$ pour le premier trimestre 2016).

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société. De plus, 252 717 options d'achat d'actions classe B de la Société étaient en circulation au 21 avril 2017.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 21 avril 2017
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Juste valeur des instruments financiers

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé sont fondées sur un modèle d'évaluation en utilisant les données du niveau 2. Les justes valeurs sont fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

Tableau 10
Juste valeur des instruments financiers
(en milliers de dollars)

	31 mars 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Instrument financier dérivé	237 \$	237 \$	322 \$	322 \$
Dette à long terme ¹	74 905	74 905	69 607	69 607

¹La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement reportés.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2017, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été identifiée par la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques liés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupepva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2016 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 9 mai 2017 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 9 mai 2017

Tableau 11
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2017		2016			
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin	
Exploitation						
Produits d'exploitation	141 124	\$	169 522	\$ 131 592	\$ 144 229	\$
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)	(594)	\$	21 984	\$ 20 693	\$ 2 427	\$
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(8 032)	\$	5 717	\$ (32 507)	\$ (5 676)	\$
Données par action de base et diluée						
Résultat par action de base et diluée	(0,19)	\$	0,13	\$ (0,75)	\$ (0,13)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206		43 206	43 206	43 206	
	2016		2015			
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin	
Exploitation						
Produits d'exploitation	145 523	\$	165 429	\$ 138 523	\$ 159 424	\$
Bénéfice d'exploitation ajusté	297	\$	16 846	\$ 30 864	\$ 7 371	\$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(7 389)	\$	(1 472)	\$ (36 455)	\$ (2 588)	\$
Données par action de base et diluée						
Résultat par action de base et diluée	(0,17)	\$	(0,03)	\$ (0,84)	\$ (0,06)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206		43 206	43 206	43 206	

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en facilité de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'une période à l'autre.